# L'économie sociale et solidaire continue de créer des emplois 

En décembre, Nantes Métropole et Les Écossolies ont rendu publique la nouvelle feuille de route du territoire pour accompagner le développement de l'économie sociale et solidaire. L'occasion de rappeler que ce secteur, en plus de services indispensables, crée des milliers d'emplois.


Sur l'Île de Nantes, le Solilab accueille plusieurs dizaines d'entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire.

Avez-vous déjà poussé les portes du Solilab ? Située sur l'île de Nantes, cette ancienne halle industrielle entièrement réaménagée est à la fois la vitrine et le point de ralliement de l'économie sociale et solidaire (ESS) nantaise. On y découvre un magasin d'objets de seconde main, une cantine, des bureaux et des salles de réunion. S'y activent des dizaines de créateurs d'associations ou d'entreprises, tantôt au stade de l'idée, tantôt déjà bien lancées. Leur point commun? Rechercher, dans leur travail, un «supplément d'âme», en y intégrant, par exemple, un souci d'insertion, de protection de l'environnement ou de
partage équitable des bénéfices.
«Nous sommes des facilitateurs de projets collectifs, résume Marc Richard, directeur des Écossolies, l'organisme qui anime le Solilab et accompagne le développement du secteur. Ceux-ci répondent à des besoins peu ou mal satisfaits sur le territoire. Nous mettons leurs créateurs en réseau avec des entreprises, des financeurs, des experts. Nous les aidons à structurer leur démarche. Et nous défendons l'ESS pour ce qu'elle est : un formidable laboratoire d'innovation sociale.» Autre point fort de cette économie, elle crée des emplois non délocalisables. Sur la métropole, elle pèse près de 35700 emplois, soit $17 \%$ de l'emploi privé, loin devant les moyennes nationales.

## UNE FEUILLE DE ROUTE POUR 2020

Pas étonnant dès lors que Nantes Métropole se soit dotée, en décembre, d'une nouvelle feuille de route, pour enrichir son dispositif de soutien à l'ESS. «Il est temps de changer d'échelle, en favorisant son rapprochement avec les autres acteurs de léconomie, souligne Mahel Coppey, conseillère municipale et vice-présidente de Nantes Métropole chargée de l'ESS. Nous avons ciblé cinq secteurs prioritaires : les services à la personne, la valorisation des déchets, les circuits courts dans l'alimentation, l'habitat et le numérique. Nous allons créer un nouveau fonds d'amorçage pour accompagner 200 projets d'ici à 2020. Nous voulons plus de projets qui émanent des quartiers, en réponse directe aux besoins des quartiers. »

## DES DIZAINES D'ENTREPRISES

 À REPRENDREDans l'industrie, l'artisanat et le commerce, l'ESS a sa carte à jouer. Le statut de Scop (Société coopérative et participative) permet notamment à des salariés de racheter leur entreprise. «Des dizaines d'entreprises de taille intermédiaire peinent à trouver des repreneurs, explique Guillaume Queguiner, délégué de l'Union des Scop de l'Ouest en LoireAtlantique. Grâce à un nouveau statut d'amorçage, spécifique aux Scop et créé par la loi ESS du 31 juillet 2014, leur rachat sous statut coopératif par leurs salariés pourrait sécuriser des centaines d'emplois.» En matière sociale, mieux vaut prévenir que guérir!

Olivier Constant


Sabine Le Gonidec
«NOUS ALLONS CRÉER LA PREMIĖRE COOPÉRATIVE
FUNÉRAIRE FRANÇAISE»

Quand elle découvre qu'au Québec, un puissant secteur funéraire coopératif permet depuis des décennies de contenir le prix des prestations et d'apporter des réponses adaptées à des sensibilités très différentes, Sabine Le Gonidec comprend qu'elle a trouvé sa voie. En 2013, elle quitte son travail pour créer le même type de structure en France.

Très vite, l'aventure devient collective, rassemblant citoyens, acteurs de l'économie sociale et solidaire et du secteur funéraire dans une association qui préfigure une future Société coopérative d'intérêt collectif. «Nous espérons donner des idées à d'autres, dans toute la France. Sous statut SCIC, tous ceux qui souhaitent adhérer ont leur mot à dire sur le service rendu.

Même si le modèle économique doit tenir la route, ça change tout... » Nantes Métropole finance une partie des tâches de préparation et héberge la jeune pousse dans sa pépinière du Solilab, en attendant un démarrage d’activité prévu à l'automne.


Damien Vostry
« CHEZ DELTA MECA, ON EST À LA MAISON! »

Depuis six mois, Delta Meca est dans les mains de ses 31 salariés. Non pas qu'elle battait de l'aile - la PME couëronnaise spécialisée dans l'usinage d'urgence de pièces techniques pour l'industrie, ne cesse de développer son chiffre d'affaires - mais par la volonté de ses deux fondateurs, soucieux d'assurer sa transmission. Elle est aujourd'hui la première Scop d'amorçage française, un nouveau dispositif qui donne sept ans aux salariés-sociétaires pour solder le rachat. «Nous n'avons pas changé de patron, mais il est désormais élu en assemblée générale, explique Damien Vostry, acheteur et chargé d'affaires. Nous sommes consultés sur les choix qui engagent l'avenir et nous savons que si ça tourne bien, les bénéfices nous reviendront. Nos comportements ont déjà changé : plus besoin de nous rappeler d'éteindre les lumières ou de soigner le matériel ; on est à la maison! » Un choix d'organisation dans la lignée du message placardé dans l'atelier: «Seuls on va vite, ensemble on va plus loin!» Delta Meca recherche actuellement un tourneur et un fraiseur sur commandes numériques... Avis aux amateurs!

«Il y a trois ans, suite à un bilan de compétences où j’ai pu mettre mes véritables envies en avant, j’ai quitté mon emploi, après dix-sept ans dans le marketing et le conseil. Je voulais monter un projet qui ait vraiment du sens. » Aujourd'hui, Richard Ponthou est à la tête de Ma Part du Gâteau, une boulangerie-sandwicherie solidaire, boulevard Einstein, au nord de Nantes. À première vue, rien ne la différencie d'une boulangerie artisanale classique, sauf peut-être le mobilier de style récup'. Mais la jeune société, grâce à un agrément spécial, emploie quatre salariés en insertion, sous le tutorat de deux boulangers et d'une vendeuse expérimentée, auxquels s'ajoute son gérant. Elle tente aussi de mettre en place des circuits courts pour ses approvisionnements ainsi qu'une répartition équitable de la valeur créée entre fournisseurs, salariés et clients. «Ce type d'entreprise existait déjà ailleurs, ce qui m'a rassuré au moment d'y investir mes économies. Les Écossolies ont joué un rôle décisif en réunissant autour d'une table les financeurs hésitants : ça a tout débloqué!»

